

[Text]

assistance to children and in parental support, \$5 was saved by the community in terms of later costs related to the police, prisons and courts. This was previously demonstrated by Professor Waller.

The Federation of Canadian Municipalities believes Canada can follow no other path if it wishes to take up the challenge of maintaining the quality of life in our cities, of promoting social equity and of developing solidarity.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Hamelin.

We have some time for questioning. We'll start with Mr. Rideout this time.

Mr. Rideout (Moncton): It's a pleasure to see the FCM at this committee. I should say that, to a degree, I think you're speaking to the converted in the sense that I believe we all recognize the benefits of programs such as the ones you've talked about, and Professor Waller as well.

The issue becomes more a question of how to do it, how to make things happen rather than trying to convince a federal government at this time as to the benefits of crime prevention. It gets me into a bit of a technicality, but in the area of jurisdiction what role do you see the federal government playing? Is our role purely one of just funding? Do we let municipalities do the work but we write the cheque, or does the federal government have a more proactive role to play? If so, what would that be?

Ms Delisle: It's not a question of asking for a lot more money. We are all living with financial constraints. I can tell you that I understand perfectly well what we're talking about. It's a question of priorities, reallocating our funds, making sure they're going into the right places. What we need are key human resources, basic technical support. We need to be able to well inform and communicate, better educate our population, our citizens, on what is crime prevention. We also need to evaluate programs.

We can't get away from that responsibility. Obviously we need funding, but I don't think we need to create. We need to allocate a lot more money in this area. We have to work together. We have to be able to work with social agencies, with social development agencies, with the municipalities. This won't be done overnight, but we have examples where working within our communities you don't have to wait for a generation to see its merits. We have examples where within a year you can see the merits of these programs.

As for jurisdiction, Paul, maybe you could answer with something else.

[Interpretation]

[Translation]

[Text]

pour chaque dollar investi dans des mesures d'aide à l'enfance et au soutien parental, cinq dollars étaient économisés à la collectivité, en termes de coûts ultérieurs reliés à la police, aux prisons et aux tribunaux. Le professeur Waller l'a démontré plus tôt.

La Fédération canadienne des municipalités estime que le Canada ne peut s'engager dans une autre voie s'il veut relever le défi de maintenir la qualité de vie dans nos villes, de promouvoir l'équité sociale et de développer la solidarité.

Merci.

Le président: Merci, Monsieur Hamelin.

Nous avons le temps de vous poser quelques questions. Cette fois, nous allons commencer avec M. Rideout.

M. Rideout (Moncton): Le comité est heureux d'accueillir les représentants de la FCM. Je dois dire d'abord que, jusqu'à un certain point, vous vous trouvez à prêcher à des convertis dans la mesure où nous admettons tous, je crois, les avantages de programmes comme ceux dont vous avez parlé, vous-même et le professeur Waller.

La question qui se pose alors, c'est plutôt le comment, comment réaliser vos objectifs plutôt que de chercher à convaincre le gouvernement fédéral du jour des avantages de la prévention criminelle. Ce qui m'amène à poser une question un peu technique, mais j'aimerais savoir quel rôle vous prêtez au gouvernement fédéral en cette matière? Notre rôle consiste-t-il strictement à financer ces programmes? Nous laissons aux municipalités le soin de faire le travail et nous nous contentons de signer les chèques, ou le gouvernement fédéral ne devrait-il pas prendre davantage d'initiatives? Si oui, lesquelles?

Mme Delisle: Il ne s'agit pas de demander plus d'argent. Nous sommes tous aux prises avec des crédits limités. Je vous assure que je comprends parfaitement la question. C'est une question de priorités, de répartition nouvelle des fonds, il nous faut nous assurer que nous les investissons aux bons endroits. Ce qu'il nous faut, ce sont des ressources humaines clés, un soutien technique de base. Nous devons être en mesure de mieux informer et de communiquer, de mieux éduquer notre population, nos citoyens, dire ce que c'est que la prévention criminelle. Il nous faut aussi évaluer les programmes.

Nous ne pouvons échapper à cette responsabilité. De toute évidence, nous avons besoin d'argent, mais à mon avis nous n'avons pas besoin de créer de nouveaux programmes. Il faut investir beaucoup plus d'argent dans ce domaine. Il nous faut travailler ensemble. Il nous faut travailler de concert avec les organismes sociaux, avec les organismes de développement social, avec les municipalités. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais nous avons des exemples de collaboration au sein de nos villes où il n'est pas besoin d'attendre toute une génération pour en voir les fruits. Nous avons des exemples de programmes qui portent fruit en moins d'un an.

Pour ce qui est de la question de la compétence, Paul pourra peut-être vous donner d'autres éléments de réponse.